

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAUGUI CONCEPT FORMATION**

47 Bis rue benoit malon

--

76300 Sotteville Les Rouen

Références : DREAL/2026D/3525

Code AIOT : 0100040184

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement LAUGUI CONCEPT FORMATION implanté RD 817 Centre d'entrainement à la sécurité Lauguiconcept 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à l'inspection réalisée en 2025 sur la thématique des PFAS. Elle ne traite que des constats réalisés en 2025, propre à Laugui Concept qui nécessitaient une nouvelle visite sur le terrain pour être soldés. Les autres constats ont été soldés sur la base des documents transmis ou concernent SOBEGI, ancien exploitant des installations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAUGUI CONCEPT FORMATION
- RD 817 Centre d'entraînement à la sécurité Lauguiconcept 64170 Lacq
- Code AIOT : 0100040184
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Lacq accueille un centre d'entraînement à la sécurité sur lequel sont proposées de nombreuses formations sur les thématiques de la sécurité au travail, en incendie, gestes d'urgence, travail en hauteur, risques liés aux énergies décarbonées...

Le site est classé au titre de la réglementation des installations classées, pour la rubrique 4718 sous le régime de la déclaration avec contrôle, en raison de la présence de plusieurs réservoirs de propane nécessaires à la réalisation des formations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interdiction des rejets en nappe	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 5.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le seuls constats restants concernaient le rejet des eaux d'extinction utilisées dans le cadre des exercices incendie. L'exploitant a neutralisé le risque de rejet direct en nappe en obstruant le puits perdu et en mettant en œuvre un système de pompage vers une zone d'épandage. L'analyse réglementaire montre que les eaux d'exercices ne relèvent pas de la réglementation ICPE sur ce site, ces mesures techniques assurent donc la régularisation des demandes formulées en 2025.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction des rejets en nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/03/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaire dans une nappe souterraine est interdit.</p>

Sur ce point, le rapport de l'inspection du 26 mars 2025 demandait :

Demande n°6-1 : L'exploitant propose, sous 1 mois à l'inspection, un échéancier de travaux afin que les eaux en sortie du bassin ne fassent plus l'objet d'une infiltration. Si des travaux sont nécessaires, ceux-ci devront être réalisés au plus tard, sous 1 an, à compter de la réception du présent rapport.

Demande n°6-2 : L'exploitant évalue la capacité du bassin et le volume de rétention disponible quand le niveau d'eau dans le bassin se situe à la hauteur de la canalisation par laquelle celui-ci se vidange. Aussi, sur la base des moyens en eau pour la lutte contre l'incendie exigés à l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 23/08/05 (arrêté ministériel de prescriptions générales pour les sites à déclaration avec contrôles classés sous la rubrique 4718), l'exploitant s'assure que le bassin de rétention soit en capacité de confiner, un volume équivalent d'eau d'extinction.

### **Constats :**

**1. Analyse de l'applicabilité des prescriptions** L'activité du site consiste en la mise en œuvre de moyens d'extinction d'incendie pour la formation. L'établissement est classé sous la rubrique 4718 uniquement en raison de son stockage de GPL. L'inspection souligne qu'en matière d'installations soumises à déclaration, la notion de connexité ne s'applique pas : seule l'activité de stockage est réglementée par les prescriptions ICPE. Par conséquent, les eaux utilisées lors des exercices incendie ne relèvent pas de la réglementation ICPE et la prescription relative au rejet d'eaux résiduaires ne s'applique donc pas à ces flux. De plus, les eaux de pluie s'infiltrant au niveau de la zone de stockage sont donc totalement séparées des eaux incendie et ne sont pas susceptibles d'être contaminées par l'activité classée.

**2. État des lieux des mesures correctives (Demandes n°6-1 et 6-2)** Malgré l'analyse réglementaire précitée, l'exploitant a procédé à la mise en conformité de ses installations pour répondre aux préoccupations environnementales soulevées en mars 2025 :

- Suppression du rejet direct en nappe : L'exploitant a mis fin à l'utilisation du « puits perdu » et le bassin de rétention a été physiquement isolé par l'obstruction de sa sortie existante.
- Nouveau mode de gestion des eaux : L'infiltration directe a été substituée par une infiltration indirecte via un épandage sur le terrain mitoyen de l'installation, convertissant le rejet direct en rejet indirect.
- Moyens de pompage : Pour assurer la vidange du bassin, l'exploitant dispose désormais d'une pompe thermique (45 m<sup>3</sup>/h) et d'un hydroéjecteur de secours. La présence de la pompe thermique, facilement accessible, a été constatée lors de la visite. Une procédure formalisée de gestion des eaux encadre ces opérations.
- Capacité de confinement : Le bassin présente une capacité totale de 170 m<sup>3</sup> (100 m<sup>3</sup> utiles), jugée suffisante pour confiner les eaux d'extinction (estimées à 15 m<sup>3</sup> pour 2h de RIA) et les précipitations.

**Conclusion :** L'exploitant a neutralisé le risque de rejet direct en nappe souterraine par des travaux d'obturation et la mise en place d'un système de pompage vers une zone d'épandage. Les dispositions prises sont jugées satisfaisantes au regard des spécificités réglementaires du site. Le point est donc considéré comme régularisé.

**A noter :** il est rappelé à l'exploitant de se rapprocher de SOBEGI ancien exploitant des installations avant de procéder au curage du bassin, SOBEGI ayant prévu de réaliser des analyses

des sédiments de ce bassin.

**Type de suites proposées :** Sans suite